

—
 REDACTION,
 ADMINISTRATION
 IMPRIMERIE
 PATRICEL UMUMBA
 2ème ETAGE
 B. P. 341
 TEL. : 51 50
 CONAKRY
 REPUBLIQUE
 DE GUINEE
 —

HOROYA

Directeur politique:
 LEON MAKA
 Directeur de publication :
 TIBOU TOUNKARA
 Directeur.
 FODE BERETE
 ●
 HUITIEME ANNEE 1968

Samedi 20 Janvier 1968

N° 1381

4 pages 25 francs

REPONSE DU CHEF DE L'ETAT AU CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE ACCREDITE EN REPUBLIQUE DE GUINEE

”NOTRE PEUPLE SAURA APPORTER A TRAVERS
 LA COOPERATION, SA MODESTE CONTRIBUTION
 A L'EDIFICATION D'UN MONDE NOUVEAU”

”... CHAQUE PEUPLE A SA PERSONNALITE,
 SES PROPRES PROBLEMES, IL DOIT ETRE
 SOUVERAIN DE TOUT CE QUI INTERESSE
 SON DESTIN ...”



Le Camarade Ahmed Sékou : l'histoire nous recommande un seul langage avoir la volonté de résoudre ses propres problèmes

Dans notre édition précédente, nous avons publié une partie du discours prononcé par le doyen du corps diplomatique et consulaire accrédité en République de Guinée, S. E. M. Mohamed Ahmed, Ambassadeur de Sierra-Léone à l'occasion de souhaits de nouvel An au Chef de l'Etat, le camarade Ahmed Sékou Touré.

Dans sa réponse, le Chef de l'Etat a remercié les membres du corps diplomatique et leurs épouses et à travers eux, adressé le salut du peuple de Guinée à leurs peuples respectifs.

Nous publions ci-dessous la réponse du Chef de l'Etat.

Excellences, Ambassadeurs et épouses
 Excellence M. le Sénateur des Etats-Unis.

Qu'il me soit permis au nom du BPN, du PDG et de son gouvernement de vous remercier sincèrement des paroles combien amicales et combien chaudes de sympathie et de confiance que vous avez bien voulu faire traduire à notre intention par le doyen du corps diplomatique accrédité auprès du Gouvernement guinéen.

UN LANGAGE SINCERE DE SOLIDARITE

Nous avons entendu avec émotion plus qu'un message protocolaire traditionnellement prononcé par le corps diplomatique à l'endroit du gouvernement du pays hôte, mais un véritable discours qui parle un langage sincère de solidarité agissante, de confiance réelle dans le peuple de Guinée, dans ses institutions et dans son gouvernement. En retour, je vous demanderais également de croire en la sincérité des sentiments que le PDG et le Gouvernement de Guinée me demandent en ce moment solennel de vous transmettre à vous personnellement, à vos familles respectives, au personnel de vos ambassades et à travers cet ensemble, aux glorieux et vaillants peuples que vous représentez auprès de Nous.

Tout d'abord merci de votre salut, mais également merci de la sincère contribution que vous avez bien voulu apporter à l'évolution heureuse de notre pays. Nous savons qu'il vous a fallu beaucoup de compréhension des réalités de notre pays, une patience d'adaptation pour, aujourd'hui arriver à le découvrir dans ses qualités et dans ses défauts et surtout lui accorder votre confiance, votre estime et votre appui dans le dur combat qu'il mène pour se repersonnaliser et en même temps engager son avenir sur des bases qu'il veut solides.

Notre pays comme tous les pays africains est en butte à des difficultés de toutes sortes matérielles ou morales, mais nous pouvons dire que la vie n'est réellement pleine, entière, exaltante que lorsqu'elle comporte des difficultés sans lesquelles, l'homme et le peuple ne sauraient jamais mesurer les dimensions de leur utilité historique et sociale.

Suite page 2

REPONSE DU CHEF DE L'ETAT

(Suite de la première page)

Ces difficultés issues d'un passé récent de domination étrangère, doublée de pratiques féodales qu'a eu à supporter notre peuple entravent encore pour une large part les luttes que nous menons contre le sous-développement pour assurer un plus entier épanouissement à nos vertus et capacités. Nous avons pris conscience, quant à nous, génération actuelle de notre pays, du rôle éminent qui nous échoit, et c'est pourquoi, à tout moment et en tout lieu, nous ne saurions nous comporter ni comme les générations qui nous ont précédés, ni comme celles qui vont nous succéder. Nous sommes une génération de pionniers qui a une période de transition à faire passer à l'histoire de notre pays en vue de l'engagement sur la voie réelle de la dignité ; le concept qui mobilise toutes nos énergies est bien celui-là. Et si nous parlons de travail, si nous parlons de justice, si nous parlons de responsabilité, si nous parlons de dignité réelle, tout cela tend à assurer cette même dignité de l'homme et de son peuple. *Notre passé douloureux a connu l'éclipse de la responsabilité.* Notre passé a enregistré des pratiques irrationnelles à travers lesquelles l'homme se définissait négativement à l'égard de l'homme, en tenant seulement compte de la couleur de la peau de la religion ou du lieu de naissance.

EDIFIER UN MONDE NOUVEAU

Aujourd'hui nous voudrions en finir avec ce qui peut être considéré de dégradant dans ce passé pour pouvoir réhabiliter les efforts antérieurement engagés par notre peuple et projeter celui-ci dans un avenir où il aura toujours à maîtriser son propre destin en donnant la main à tous les peuples du monde avec lesquels il saura apporter, à travers la coopération, sa modeste contribution à l'édification d'un monde nouveau. Nous avons fini avec la domination étrangère.

Notre peuple a conscience que la liberté dont il reste fier reste cependant toujours un devenir. La liberté tout comme l'histoire est la résultante des activités incessantes du peuple. C'est-à-dire qu'elle se construit à chaque instant de la vie; l'on ne la réalise jamais pleinement et définitivement. Nous avons également conscience qu'avant de penser au développement économique, financier d'une société il faut tout d'abord créer la société sur des bases solides, c'est-à-dire des bases justes, et créer l'homme nouveau de cette société nouvelle.

L'homme doit être créé avant l'économie pour pouvoir à tout moment maîtriser tous les phénomènes économiques qui tendraient de compromettre ou de détourner la nature humaine de la politique qu'un peuple se doit de toujours mener. Nous avons donc créé tout d'abord, vous avez dû le constater à travers vos observations quotidiennes, un Etat politique avant l'Etat économique ; tel est en effet notre programme, notre ambition, notre option. L'Etat politique guinéen se construit très difficilement très lentement, mais nous sommes heureux de l'affirmer en même temps très sûrement.

UN PROBLEME FONDAMENTAL = CREER UNE NATION VERITABLE

Nous avons dit que beaucoup de pays africains ont négligé que l'histoire les condamne à mettre en priorité dans leur programme d'édification d'une vie nouvelle : la Nation. Nos Etats ont été créés par la colonisation sur des bases propres à favoriser la pérennité du système colonial. Nous héritons de structures bien étrangères aux aspirations progressistes, démocratiques de nos peuples. Mais nos Etats sont quand même des réalités que nous avons à transformer en réalités nouvelles, mieux des réalités insérées dans le courant de transformation qualitative désirée par nos peuples : *et nous devons transformer ces Etats en instruments, instruments efficaces de création de nations véritables.*

Ce problème est pour nous le problème fondamental : créer la nation. L'Etat n'est rien si la nation n'existe pas.

Si en Europe les nations ont existé avant les Etats, en Afrique, par contre les Etats ont précédé les nations. Car nos anciennes nations ont été toutes détruites, ramenées à des dimensions d'ethnies en proie à des luttes, suscitées et exacerbées par la domination étrangère ; et aujourd'hui, nous avons le devoir impérieux de définir le cadre et le contenu de nouvelles nations qui doivent pouvoir répondre au critère moderne de la vie actuelle de l'humanité à savoir : répondre à un dynamisme nécessaire pour pouvoir assurer la mise en valeur de toutes les potentialités économiques qu'elles recèlent mais aussi pour pouvoir mettre toujours en avant les valeurs humaines et sociales.

En Guinée donc, nous voulons créer et nous avons créé un Etat politique qui engendrera qu'on le veuille ou non, aidé ou non l'Etat économique, car tout peuple, organisé sur la base de l'unité, de la liberté de la véritable démocratie, sait faire la démonstration, à tout moment de hautes capacités de maîtriser les événements de la vie et en tout cas, de pouvoir arriver à satisfaire ses légitimes ambitions, de nourriture, de logement et d'habillement. Si le superflu peut être long à atteindre le nécessaire est toujours à la portée d'un peuple organisé et travailleur. Nous faisons donc cet Etat politique qui engendrera l'Etat économique. Mais nous créons en même temps la société nouvelle.

Souvent en philosophie on parle de l'homme intégral, de l'homme parfait, de l'homme total. Mais notre conception veut que cet homme total, cet homme intégral cet homme parfait ne puisse être que le prolongement organique d'une société totale, autrement dit d'une société dont le mode de vie est déjà harmonisé sur la base de la justice et fondé sur l'égalité des êtres la constituant.

PLUS DE RESPONSABILITE AU PARTI QU'A L'ETAT

Ainsi la République de Guinée veut créer l'homme nouveau mais à travers la société nouvelle qu'elle doit préfigurer. Et c'est pourquoi nous accordons plus de responsabilité au Parti qu'à l'Etat : cela peut vous étonner. Nous accordons donc plus de responsabilité au Parti parce que le peuple est organisé au sein du Parti. Homme riche, homme pauvre, lettré ou illettré, femme ou homme, tous les citoyens et citoyennes peuvent adhérer librement au Parti et apporter leur contribution dans la conception, dans la discussion, dans la décision et dans l'application de tout ce qui peut être considéré d'intérêt général. Dans le domaine politique donc, l'égalité, la justice, la démocratie qui constituent les valeurs essentielles devant guider désormais l'évolution de notre pays peuvent être effectivement appliquées et respectées. Alors qu'au sein de l'Etat et dans le fonctionnement de celui-ci la hiérarchie veut que le pouvoir parte du sommet vers la base ; dans le Parti, le pouvoir et l'autorité iront de la base au sommet. C'est pourquoi nous accordons la prééminence au P.D.G. sur l'Etat. Et si vous pouviez lire dans mon coeur, vous verriez que mon premier souhait de tout le temps a été et reste de toujours demeurer plutôt le militant de mon Parti et si possible un responsable bénéficiant de la confiance de mon Parti bien plus que d'être responsable de l'Etat. Soyez persuadés de cela ! Car l'action politique, elle, transcende les circonstances actuelles pour déboucher sur toutes les phases que va connaître l'évolution de notre pays. Or, l'Etat, très souvent, même s'il est mu par des aspirations et des programmes à long terme, est obligé d'engager des activités pour des réalisations immédiates et quotidiennes. Le Parti, quant à lui, doit davantage penser à l'avenir plutôt qu'à ce qui se passe exclusivement dans le présent.

LE CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

A CHAQUE PEUPLE SA PERSONNALITE

Un autre fait qui préoccupe notre Parti est que l'Afrique est en retard, un retard important dans le domaine économique lié aux domaines technique et scientifique des sociétés. Et quelles que puissent être les chances de l'Afrique, il lui faudra de très nombreuses années avant de rattraper les nations hautement développées. Car même si des rapports vraiment solidaires existaient entre l'Afrique et les autres continents, il faudrait bien que ces derniers continuent à user des potentiels techniques importants dont ils disposent pour s'assurer un taux d'accroissement toujours supérieur à celui dont pourrait bénéficier l'Afrique qui est déjà en retard, retard marqué par un sous-développement économique et scientifique prononcé. Même si l'égalité économique existait entre les nations, tout en restant une noble aspiration, tout en ayant la faculté et la possibilité de mobiliser les énergies des nations, le développement économique de l'humanité restera différentiel, il ne sera jamais le même pour toutes les nations et que dans le domaine politique, humain, dans le domaine de la dignité le plus pauvre des peuples, peut être à égalité avec le plus riche s'il le veut.

LE PREMIER BIEN DE L'HOMME ET DU PEUPLE : LA DIGNITE

Cette idée, nous est chère : Ne nous accordez jamais argent, aucune aide si notre dignité doit en être atteinte. LE PREMIER BIEN DE L'HOMME, LE PREMIER BIEN DU PEUPLE, CELUI A TRAVERS LEQUEL S'AFFIRME TOUTES LES RICHESSES ET TOUTES LES VALEURS, C'EST D'ABORD SA DIGNITE ; c'est à travers elle que la personnalité du peuple sera respectée ; c'est à travers cette dignité que les biens du peuple sont respectés ; c'est à travers cette dignité que le devenir qu'il se propose d'atteindre devient facilement accessible par la coopération avec les autres peuples. C'est pourquoi nous essayons par tous les moyens mis à notre disposition de créer en chaque Guinéen et en chaque Guinéenne la notion de la dignité. Et tous les jours nous nous révolterons contre tout militant, contre tout frère, toute sœur dont l'attitude devant nous manquerait de dignité.

Nous n'accorderons jamais notre considération à un homme qui ne se respecte pas. En effet pour être respecté des autres, il faut d'abord se respecter. Cette notion nous est chère ! Peut-être bien qu'il arrive parfois d'être surpris par notre attitude et de vous poser secrètement des questions sur les mobiles de certaines de nos positions ! De quoi se mêle-t-elle cette Guinée ? Pourquoi parle-t-elle de ce qui s'est passé dans tel ou tel pays ? Est-ce que les affaires de tel pays africain la concerne ? Ces étonnements voudraient simplement interpréter l'ignorance du mobile de la politique de la République de Guinée.

L'AFRIQUE DOIT RESOUDRE SES PROPRES PROBLEMES

Cette politique est définie par le P.D.G en toute connaissance de cause. Nous savons que les peuples ont chacun sa personnalité ; chaque peuple à sa personnalité, a ses problèmes propres. Et il doit être souverain dans l'appréciation de ce qui intéresse son destin. Tout peuple doit être libre souverain. Nous sommes absolument convaincus de cette loi, et nous la respecterons dans notre attitude concrète à l'égard de tout pays, qu'il soit d'accord ou non avec nous. Mais nous sommes parfois offusqués lorsque l'attitude de certains Africains parlant au nom de l'Afrique portent atteinte à la considération de l'ensemble africain, donc à notre propre considération ; et ce qui nous

fait souvent dire que les ennemis de l'Afrique sont d'abord des africains eux-mêmes qui sont les véritables ennemis de leur émancipation. Pourquoi ? Ceux-là n'ont pas une attitude digne. Ils n'interprètent pas exactement ce que pensent leurs peuples. Ils se livrent à la mendicité, ils ne disent pas la vérité crue au peuple pour convaincre ce dernier qu'aidé ou pas aidé, il doit pouvoir résoudre les problèmes de son évolution ; qu'il est le seul responsable de son émancipation, de son bonheur, de son bien-être ; que toute aide extérieure ne peut être que supplémentaire, que le peuple doit avoir la volonté de résoudre ses propres problèmes donc de pouvoir se suffire. C'est ce seul langage que l'histoire nous recommande aujourd'hui.

Et quand je dis que notre génération est une génération de transition, cela veut dire que la colonisation dont le plus grand mal aura été non pas l'exploitation que nous avons subie, je le répète, mais l'irresponsabilité à laquelle nous avons été habitués, ne peut laisser la place à une vie digne tant que nous ne serons pas responsables nous-mêmes de tous les problèmes conditionnent notre présent et notre avenir. Et pour cela il faut que le peuple soit éduqué pour qu'il comprenne les exigences de la nouvelle vie ; celle d'une indépendance véritable ; que l'on n'ait pas une attitude de démagogie à l'égard du peuple.

Souvent, ce sont des amis étrangers qui me disent franchement : « mais vous êtes trop dur à l'égard de votre peuple ». Nous répondons toujours qu'il faut être dur à l'égard de soi-même ; ainsi en l'étant à l'égard des autres ils sauront mieux comprendre le sens de notre politique.

Notre pays, nous vous l'avons déjà dit, était parmi les pays africains l'un des plus divisés. C'est ici en Guinée où la division tribale a connu les méfaits les plus humiliants pour notre peuple : des tueries à tout moment, des villages incendiés, des centaines de personnes tuées par leurs frères et leurs sœurs, à la faveur des luttes tribales animées par le colonialisme. Nous avons eu à vous citer un exemple que je citerai mille fois parce qu'il est profondément symbolique du retard, de l'arriérisme que nous avons connu : en 1946, il avait été accordé à la Guinée des crédits pour lui permettre de créer son premier Lycée. De 1946 jusqu'en 1951 c'est-à-dire, pendant 5 ans, à toutes les sessions de l'Assemblée de la Guinée, les élus des groupes tribaux n'arrivaient pas à se mettre d'accord pour choisir le lieu d'implantation de ce Lycée. Et finalement la France a reviré les crédits au détriment de l'évolution sociale de la Guinée.

UN IDEAL CHER : L'UNITE

Ainsi, pendant 5 années, la 1ère brique du Lycée guinéen n'a pas été posée. Et si aujourd'hui notre unité nous est chère, c'est certainement pour deux raisons essentielles : la première est que nous sommes déjà sensibilisés par les méfaits de la division d'un peuple ; chaque fois qu'il nous revient à la pensée ce que nous avons subi nous sommes humiliés à nos propres yeux, pour ce que nous avons été. Et c'est pourquoi nous ferons tout pour ne pas retomber dans ce passé de division. Nous ferons tout pour unir, sur des bases justes les hommes et les femmes de notre peuple. La deuxième raison ne tient pas du passé comme la première. Celle-là est dictée par les impératifs de l'avenir. Je viens de vous dire que nous sommes une génération de transition, donc nous voulons d'une qualification pour asseoir sur des bases nouvelles et dynamiques l'évolution de notre pays pour permettre à chaque individu de bénéficier au sein de notre peuple de plus de capacités possibles, capacités de pensées, capacités de réalisation.

Et l'unité est le seul moyen pour nous de mettre en commun l'ensemble du génie créateur de notre peuple et

REPONSE DU CHEF DE L'ETAT AU CORPS DIPLOMATIQUE

Suite de la Page 3

de l'utiliser à son profit exclusif. Et nous sommes là encore plus intransigeants à l'égard de ceux qui veulent porter atteinte à l'unité nationale qu'à l'égard même de quelques voleurs ou détourneurs de fonds. La première loi après l'indépendance de notre pays a été celle qui a proclamé la peine de mort contre tout homme qui en Guinée se livrerait à la pratique de la discrimination raciale. C'est la première loi votée.

Celle-là traduit donc la nature dynamique de l'option irréversible de notre pays de s'unir, unir tous ses efforts et de se développer sur des bases humaines acceptables par tous. Cette même volonté d'unité nous amène constamment à étudier le panorama social et humain du pays pour dégager toutes les insuffisances et les faire connaître, les faire bannir par le peuple. Les discriminations entre sexes par exemple font aujourd'hui l'objet de séminaires dans tous les villages, dans toutes les villes de Guinée: le problème de l'émancipation de la femme de Guinée; pour qu'elle ait la même liberté, la même capacité, la même dignité que l'homme de Guinée, est aujourd'hui posé publiquement. Certes nous sommes les premiers à dire que la loi ne fait pas la vie. Même quand l'Assemblée Nationale aura voté des lois, ces lois ne sauraient s'imposer au peuple elles ne sont pas l'expression intime du peuple, il faut donc éduquer le peuple, le rendre lui-même responsable des décisions qu'il va s'imposer en vue d'accélérer le processus de son évolution. C'est la méthode qui est la nôtre et c'est pourquoi nous accorderons plus de temps aux activités du Parti, à l'éducation politique qu'aux autres activités. Nous sommes sûrs que si notre peuple reste uni, s'il arrive à extirper en son sein la discrimination raciale, toutes les insuffisances mentales qui caractérisent actuellement notre situation présente, c'est sûr que son génie s'épanouira davantage, ses capacités se développeront et en conséquence, les réalités économiques et sociales de demain pourraient être nécessairement à l'image de la somme des besoins et aspirations qui s'attacheront à la vie de notre peuple.

L'unité nous est chère et nous ferons tout pour la maintenir, puisqu'elle nous est chère; nous défendons et servons la cause de l'unité dans tous les pays du monde. Jamais nous ne nous opposerons à la liberté d'un pays, au progrès d'un pays.

Et voilà donc Messieurs les Ambassadeurs, les idées forces qui, à travers des nuances plus ou moins perfectionnées, s'expriment dans tous les dialogues qu'il vous a certainement été donné d'entretenir avec les représentants de notre pays

DES OPTIONS IRREVERSIBLES

Nous disons pour nous que la forme compte peu. Nous pouvons exprimer, avec suffisamment de défectuosité, les nobles aspirations et les idées forces de notre peuple. Ne tenez pas compte de la forme défectueuse, mais considérez comme absolument fondées sur une véritable conscience politique et une volonté de progrès, ces idées et aspirations dont tout militant et tout responsable de notre parti aimerait à faire état, partout où il pourrait se trouver. Une fois de plus nous vous remercions de votre compréhension.

Vous avez suivi l'évolution de ce pays et pour la période toute récente de l'année 1967, vous savez qu'elle a été fortement agitée, car le Parti voulant perfectionner ses méthodes et principes, créer lui-même à tout moment de nouveaux événements dans le but de pouvoir les juguler et les maîtriser et non croiser les bras dans l'irresponsabilité, attendre les événements qui arriveront infailliblement pour se mettre en ce moment à en chercher les solutions.

Nous avons choisi la méthode qui consiste à faire travailler le cerveau, la conscience, utiliser l'expérience du passé, deviner l'événement que l'histoire nous obligera à affronter pour les accélérer et les résoudre le plus tôt. Dans ce domaine, je puis vous dire que la Guinée a fini avec les difficultés les plus grandes. Elle les a créées dès le début de son indépendance.

La Guinée ne peut plus rencontrer de nouvelles difficultés qui soient insurmontables. Soyez persuadés que quels que soient les événements, les options guinéennes se maintiendront, se réaliseront parce qu'elles correspondent aujourd'hui à un niveau de mentalité, à un degré de volonté, de progrès et aussi à un niveau de perfectionnement organique du PDG et de l'Etat guinéen.

L'année 67 a connu beaucoup de ces événements suscités par le Parti lui-même pour pouvoir accélérer l'évolution sociale de notre peuple. Quand tout est calme, nous, nous ne sommes pas heureux. Quand tout est calme, c'est dire que tout va mal.

Quand tout est calme, il est difficile de savoir ce que l'homme cache dans son coeur. Mais lorsque tout s'agite, chacun devant parler, chacun devant agir, eh bien, grâce à l'Etat d'organisation du pays, on arrive à déceler les grands courants, à reconnaître le caractère légitime ou illégitime de chacun de ces courants et donc à utiliser l'expérience déjà acquise et à dégager les voies et moyens pour accélérer l'évolution sociale du pays. Vous êtes habitués à tous ces événements qu'il vous sera donné de vivre avec nous; mais ce que je vous demanderais c'est d'avoir la certitude et la confiance absolues dans les destinées de ce pays, car ce que disent les responsables de ce pays face aux masses, c'est qu'ils ne sont que des passagers. La vie de l'homme, nous aimons à le dire va de zéro à cent; la vie du peuple, elle, va de zéro à l'infini. Nous ne posons jamais les termes en fonction de notre existence, ni en terme de bonheur personnel; ni en terme de transformation des réalités d'une famille, mais en terme populaire et démocratique; vivant ou pas vivant le peuple qui adopte ce programme sera toujours à même de le réaliser. Aussi nous vous demandons de garder cette certitude dans les destinées de notre pays et de savoir qu'en retour notre gouvernement, notre Parti mettront tout en oeuvre pour assurer constamment le respect de vos institutions, la personnalité de vos Etats, le respect des intérêts de vos Etats.

UNE POLITIQUE FRANCHE

Notre politique est trop franche pour que vous ne connaissiez pas tout ce qui la caractérise. C'est pourquoi nous vous demandons de maintenir cette confiance non pas dans le gouvernement qui peut être défaillant, non pas en moi qui peut être également défaillant, mais dans le peuple de Guinée qui, j'en suis sûr, fera toujours honneur à la confiance qui lui est placée par les peuples et par les hommes qui ont bien voulu lui témoigner leur sympathie et leur volonté de coopération.

Une fois de plus nous vous remercions et comme vous, nous profitons de cette occasion solennelle pour vous souhaiter personnellement longue vie, santé, prospérité, que vos efforts dans le cadre de votre mission aboutissent au rayonnement continu des justes pensées et aspirations qui animent votre peuple.

Nous souhaitons également à vos épouses ici présentes et à tous les membres de vos familles respectives la même santé excellente, une longue vie, prospérité. Au-delà de tout cela, nous souhaitons à vos peuples que l'année 1968 puisse leur apporter la satisfaction des besoins nobles et légitimes auxquels ils aspirent.